

Dubaï, la place financière qui monte

CONCURRENCE Les Emirats arabes unis attirent un nombre inédit de grandes fortunes et d'intermédiaires financiers, dont beaucoup de groupes présents en Suisse. Ils y recherchent un deuxième point d'ancrage international et des opportunités d'investissement

SÉBASTIEN RUCHE

Il n'y a pas que des influenceurs décérérés à Dubaï. Près de 10 000 millionnaires devraient s'installer dans l'émirat cette année, selon une estimation très remarquée de la société de conseil Henley & Partners. Une partie non négligeable d'entre eux pourraient provenir de Grande-Bretagne, après l'abandon de l'accueillant statut fiscal de *resident non dom*, mais les Emirats font aussi une concurrence plus marquée à la place financière suisse. L'afflux de capitaux s'accompagne d'une offre de gestion de fortune plus sophistiquée, à travers l'arrivée massive d'acteurs occidentaux – y compris helvétiques.

«Quand je suis arrivé à Dubaï il y a 20 ans, il y avait beaucoup de pirates et d'escrocs, c'était un véritable centre offshore, pas du tout un centre financier, puis les Emirats ont voulu copier le succès de Singapour», se remémore Yann Mrazek, avocat fribourgeois d'origine, qui dirige l'une des plus grandes fiduciaries des Emirats, M/HQ. Après avoir gravi les échelons des places financières, Dubaï et Abu Dhabi sont selon lui en passe de constituer «le plus grand allocateur d'actifs au monde», c'est-à-dire l'endroit d'où sont pilotés les investissements.

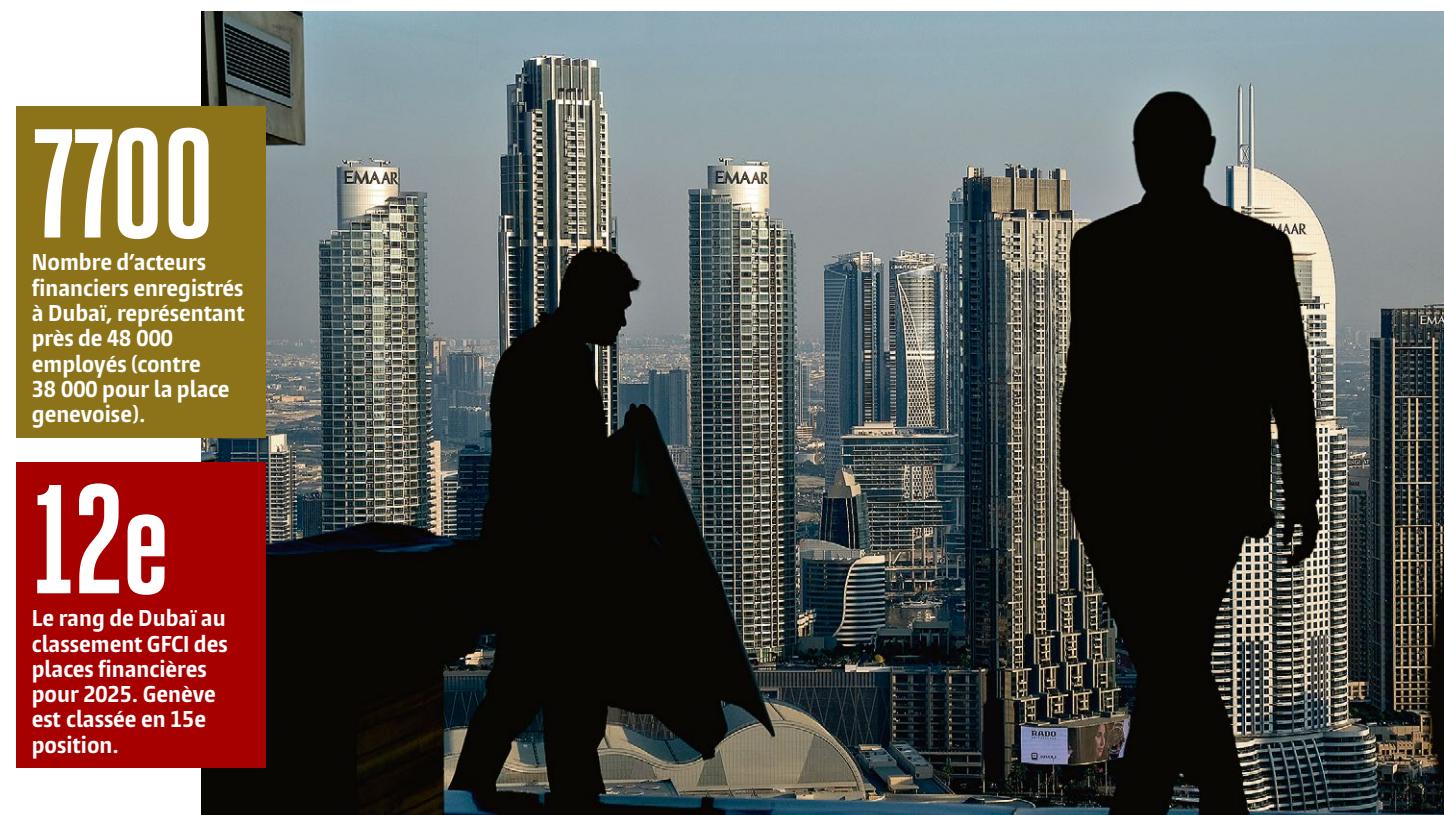
Traditionnellement intéressants pour les financiers ayant un lien avec le Moyen-Orient, les Emirats ont élargi leurs horizons. Plus d'un millier de sociétés financières ont rejoint le Dubai International Financial Centre au cours du premier semestre, le meilleur de l'histoire de la place financière dubaïote, selon ses derniers chiffres officiels.

Plus d'employés dans la finance qu'à Genève

Quelque 7700 acteurs y sont enregistrés (+25% sur un an), représentant près de 48 000 employés (contre 38 000 pour la place financière genevoise). Précisément, 440 sociétés y sont actives dans la gestion de fortune, alors que 85 hedge funds y sont domiciliés, dont de très grands noms de la finance mondiale comme Millennium ou le fondateur de Bridgewater, Ray Dalio, qui a installé son *family office* à Abu Dhabi en 2023.

Début septembre, deux établissements présents à Genève ont annoncé une expansion de leur présence aux Emirats, la banque privée Rothschild & Co et BCP (Banque de Commerce et de Placements), active dans le financement du négoce de matières premières et la gestion de fortune. D'autres annonces de ce type seraient à venir, puisque Dubaï est le premier choix des gérants indépendants genevois s'ils devaient déplacer leur activité de base, selon la dernière enquête conjoncturelle de la Fondation Genève Place Financière. Et l'une des premières destinations mentionnées par les banques.

Le succès de cette place financière passe aussi par une réglementation légère pour la gestion



Vue du quartier des affaires de Dubaï. (7 DÉCEMBRE 2023/SEAN GALLUP/GETTY IMAGES)

des fortunes familiales, les *single family offices* n'étant ainsi surveillés qu'au titre du blanchiment, comme en Suisse. «À partir du moment où ces entités ne gèrent pas l'argent de tiers, mais celui d'une seule famille, il n'y a aucun problème de fond à ne pas être régulé, estiment les autorités locales, poursuit Yann Mrazek, que *Le Temps* a récemment rencontré à Genève. L'objectif étant que l'importante clientèle régionale et captive professionnalise la gestion de ses avoirs. Les Emirats ont donc décidé de leur offrir un cadre plus solide et davantage d'outils, dont des fonds privés, ce qui constitue une grande différence avec la Suisse à mon avis.»

«Il y avait beaucoup de pirates et d'escrocs à Dubaï il y a 20 ans, puis les Emirats ont voulu copier le succès de Singapour»

YANN MRAZEK, M/HQ

Cette montée en puissance se reflète dans les classements des places financières. Celui du GFCI installe Dubaï à la 12e place en 2025, en progression de quatre places, alors que Genève, 15e, en a perdu deux, et que Zurich, 21e, a reculé de quatre rangs. Ce «ranking» est toujours dominé par New York, Londres, Hongkong et Singapour.

Sur les 7700 sociétés enregistrées auprès du Dubai International Financial Centre, 980 sont

ainsi surveillées par le régulateur local, la Dubai Financial Services Authority (+17% sur un an). Le nombre d'entreprises familiales actives au sein du DIFC a par ailleurs explosé, à 1035 unités au premier semestre (+73% sur un an), tandis que le nombre de fondations enregistrées a progressé de 54%, à 842.

Menace pour la Suisse?

Après la vague initiale de «Russes, souvent partis de Chypre, des Américains et beaucoup de Chinois ont rejoint les Emirats récemment», détaille encore Yann Mrazek. Les premiers cherchent à «créer une deuxième jambe, à être moins centrés sur les Etats-Unis et à prendre le pouls du reste du monde, en s'établissant aux Emirats ou en Asie – l'Europe n'est plus qu'un lieu de villégiature pour eux». Autre motivation: accéder à des opportunités d'investissement aux côtés des grandes familles de la région, notamment dans les nouvelles technologies.

Cette logique de double présence s'applique aussi pour les professionnels, qui peuvent ouvrir une entité aux Emirats pour servir leurs clients non européens tout en conservant leur ADN à Genève ou à Zurich, où les avoirs continuent à être déposés «car le service est bien meilleur qu'ailleurs. Mais le centre névralgique, là où sont décidés les investissements, est en train de se déplacer vers le Moyen-Orient», conclut Yann Mrazek.

Cette expansion constitue-t-elle une véritable menace pour la Suisse? Récemment, plusieurs articles pro-Dubaï sont apparus dans la presse financière anglo-saxonne, parfois avec un biais anti-Suisse, qui serait pénalisée par un excès de réglementation et le traumatisme post-Credit Suisse.

Mais ces éléments n'expliquent pas l'afflux d'individus fortunés vers les Emirats, estime Sergio Uldry, de Uldry Risk & Compliance, à Genève: «Ces grands mouvements d'individus fortunés concernent surtout des profils que la Suisse ne juge pas utile de retenir, comme des entrepreneurs des cryptomonnaies, des acteurs du négoce de matières premières, des membres de la diaspora russe ou encore des sportifs en activité ou des entrepreneurs de la technologie; cela n'est pas lié à un éventuel excès de réglementation en Suisse ou à la seule fin du statut fiscalement avantageux de *resident non dom* au Royaume-Uni.» Le poids de la réglementation est lourd aux Emirats, précise notre interlocuteur, «mais tout y est plus lisible et prévisible si on compare avec la Suisse, facilitant en cela les mouvements de personnes et les

implantations d'établissements financiers».

Reste que le dynamisme de Dubaï interroge encore plus lorsqu'on le compare avec la situation en Suisse, où deux banques et maisons de titres supplémentaires sont apparues entre 2022 et 2024 (16 ont été créées sur cette période, alors que 14 sont sorties du marché). Autre sujet de polémique récurrent, la Finma ne fait pas de promotion active de la place financière suisse, mais estime la soutenir en protégeant les investisseurs et en surveillant UBS, alors que ses homologues émiratis participent activement à l'effort marketing.

«C'est d'ailleurs une des grandes différences avec les EAU, où le gouvernement a la volonté politique d'attirer des fortunes, alors que le monde politique suisse peine à élaborer une vision stratégique pour la place financière», estime encore Sergio Uldry.

STRATÉGIE

Les recettes qui ont transformé Dubaï

Longtemps vu comme un repaire de «pirates et d'escrocs», Dubaï a professionnalisé sa place financière en une vingtaine d'années. Dans les grandes lignes, le gouvernement local a mis sur pied des zones franches financières, où règne la common law anglaise, avec des tribunaux qui traillent en anglais et un système de supervision indépendant pour la finance. Ce qu'on appelle en Suisse «le legacy» – les clients douteux – a été progressivement sorti du système, avec l'introduction de la TVA, puis d'un impôt sur les sociétés, certes avec beaucoup d'exemptions, détaille Yann Mrazek, de M/HQ.

Autre facteur non négligeable, les Emirats ont été placés sur une liste grise internationale en 2022, à la suite de l'afflux de capitaux russes après l'invasion de l'Ukraine, sur fond de soupçons de transactions opaques. Dubaï a alors renforcé sa lutte contre le blanchiment d'argent, extradant des individus recherchés, pour finalement être retiré de cette liste.

Les exemptions fiscales expliquent au moins en partie l'attrait des Emirats pour les professionnels de la finance. Une société de gestion suisse avec 1,5 milliard de francs sous gestion et une clientèle émiratie importante peut économiser un demi-million par an en créant un établissement stable à Dubaï ou Abu Dhabi, selon Yann Mrazek.

En revanche, les coûts d'exploitation ne sont pas fondamentalement différents entre les Emirats et Genève, analyse Sergio Uldry: «Dubaï exige davantage de fonds propres pour une société active dans la finance et les coûts de compliance et d'audit y sont supérieurs, mais l'absence de fiscalité fait que la facture est globalement similaire.»

En résumé, les Emirats ne prélevent pas d'impôt sur le revenu des particuliers ou sur les bénéfices des entreprises actives dans la finance, mais une TVA existe et les entreprises hors des zones spéciales ou des districts financiers ADGM ou DIFC paient 9% d'impôt sur les bénéfices. ■ S. RU.

Ces expatriations ont aussi des explications «made in Switzerland»: «La fatigue fiscale souvent ressentie en Suisse, en particulier à cause de l'impôt sur la fortune à Genève qui frappe l'outil de travail des entrepreneurs, à hauteur de 100% de la valeur d'une entreprise», conclut Sergio Uldry. S'y ajoutent le droit de timbre pour les acteurs de la finance et l'absence d'accès au marché européen.

«Beaucoup d'individus fortunés qui s'expatrient aux Emirats sont des profils que la Suisse ne veut pas retenir»

SERGIO ULDRY,
ULDRY RISK & COMPLIANCE

Comment rendre la place suisse plus attractive, selon le spécialiste de la compliance? «Notamment en supprimant le droit de timbre de négociation ou en opérant une refonte de l'impôt anticipé, de manière à favoriser la gestion d'actifs et en développant des fonds d'investissement privés comme les L-QIF», ces instruments récemment lancés en Suisse. Par contre, il n'y a rien à espérer selon lui du côté de l'accès au marché de l'UE: «La Suisse a raté sa chance de le négocier en abandonnant sans contrepartie son secret bancaire il y a plus de 15 ans....»

La Suisse bénéficie toujours de l'atout de la stabilité, alors que les Emirats, qui accueillent d'importantes bases militaires américaines, évoluent dans une région en effervescence. Après les attaques de Washington sur des sites nucléaires iraniens en juin dernier, Téhéran avait frappé une base américaine au Qatar. C'est aussi au Qatar qu'Israël a frappé des cadres du Hamas, mardi. ■